

**Secrétariat aux
relations canadiennes**

Québec



**RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
ADRESSÉES AU
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Août 2020

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION AU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

19. La liste des rencontres du premier ministre avec ses homologues des autres provinces et territoires canadiens, et ce, depuis le 18 octobre 2018. Pour chacune de ces rencontres, la date, les coûts, les sujets abordés, ainsi que la liste des personnes présentes représentant le gouvernement du Québec.

DATE	RENCONTRES	SUJETS ABORDÉS	PERSONNES PRÉSENTES	COÛTS SQRC
28 mai 2019	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	Révision et approbation des projets d'ordre du jour de la rencontre avec les dirigeants des organisations autochtones nationales (9 juillet) de même que celui de la rencontre estivale du Conseil de la Fédération (10-11 juillet)	François Legault	N/A
12 juin 2019 Québec (Québec)	Rencontre avec le premier ministre de l'Alberta, M. Jason Kenney	1) Interventions fédérales sur la scène canadienne 2) Rareté de la main-d'œuvre, compétitivité et immigration économique 3) Commerce intérieur 4) Diversification des marchés (incluant les ressources naturelles) 5) Transferts fédéraux 6) Taxation du carbone 7) Évaluations environnementales – Projet de loi C-69 8) Francophonie	François Legault	N/A
9 juillet 2019 Big River First Nation (Saskatchewan)	Rencontre entre les premiers ministres des provinces et des territoires et les dirigeants des organisations autochtones nationales	1) Langues autochtones 2) Services à l'enfance et à la famille autochtones 3) Recommandations de l'ENFFADA 4) Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones	François Legault Personnel du cabinet du premier ministre Personnel du Protocole	N/A
10-11 juillet 2019 Saskatoon (Saskatchewan)	Réunion du Conseil de la fédération	1) Commerce international 2) Immigration et marché du travail 3) Commerce intérieur 4) État de la fédération 5) Politique climatique 6) Évaluations environnementales et initiatives politiques fédérales 7) Infrastructure stratégique et corridors économiques 8) Cannabis 9) Viabilité des soins de santé 10) Élections fédérales	François Legault Sonia LeBel Personnel du cabinet du premier ministre Personnel du cabinet de la ministre Personnel du SQRC Personnel du Protocole	16 589 \$

DATE	RENCONTRES	SUJETS ABORDÉS	PERSONNES PRÉSENTES	COÛTS SQRC
10 juillet 2019 Saskatoon (Saskatchewan)	Rencontre avec le premier ministre de l'Ontario, M. Doug Ford	1) Partenariat économique et échanges commerciaux 2) Immigration économique 3) Réfugiés ayant franchi la frontière de manière irrégulière 4) Évaluations environnementales 5) Protectionnisme américain 6) Coopération en matière de lutte contre les feux de forêt 7) Commerce de l'électricité	François Legault	N/A
31 octobre 2019 Québec (Québec)	Rencontre avec le premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador, Dwight Ball	1) Énergie 2) Accord de coopération Québec-Terre-Neuve-et-Labrador 3) Financement de la santé 4) Projet de réunion des premiers ministres	François Legault Personnel du cabinet du premier ministre Personnel du SQRC	N/A
1er novembre 2019	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	1) Mission du Conseil de la fédération en Europe 2) Relations avec le gouvernement fédéral	François Legault Personnel du SQRC	N/A
29 novembre 2019 Montréal (Québec)	Rencontre avec le premier ministre de l'Ontario, M. Doug Ford	1) Infrastructures 2) Financement fédéral de la santé 3) Protectionnisme américain 4) Fonctionnement de l'immigration au Québec 5) Mise en œuvre des normes fédérales en matière de présence de plomb dans l'eau potable	François Legault	N/A
2 décembre 2019 Toronto (Ontario)	Réunion du Conseil de la fédération	Sujets prioritaires pour une réunion des premiers ministres : 1) Compétitivité économique 2) Programme de stabilisation fiscale 3) Priorités nordiques 4) Santé et infrastructures	François Legault Personnel du cabinet du premier ministre Personnel du SQRC	4 560 \$
13 décembre 2019 Montréal (Québec)	Rencontre avec le premier ministre du Canada, M. Justin Trudeau, et la vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Mme Chrystia Freeland	1) Économie et infrastructures 2) Exercice des compétences du Québec (entente sur le logement, financement de la santé, environnement et ressources naturelles, gouvernance et municipalités, relations avec les Autochtones, programme de stabilisation fiscale) 3) Autres dossiers d'importance (ex : travailleurs étrangers temporaires)	François Legault Sonia LeBel Personnel du SQRC	242 \$
12-13 janvier 2020 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)	Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	1) Collaboration en matière d'électricité propre 2) Amélioration des réseaux de transport et réduction des émissions de gaz à effet de serre 3) Stabilisation fiscale	François Legault	3 306 \$

DATE	RENCONTRES	SUJETS ABORDÉS	PERSONNES PRÉSENTES	COÛTS SQRC
		4) Soins de santé et assurance-médicaments 5) Infrastructure 6) Immigration 7) Compétitivité économique 8) Bois d'œuvre		
8 février 2020 Washington, D. C.	National Governors Association (NGA) - Mission du Conseil de la fédération à Washington, D. C. - Rencontre avec le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, le premier ministre de la Saskatchewan, Scott Moe, le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Blaine Higgs et l'ambassadrice par intérim du Canada aux États-Unis, Mme Kirsten Hillman	1) Mesures protectionnistes américaines 2) Accord Canada-États-Unis-Mexique 3) Approvisionnement énergétique 4) Lutte contre les changements climatiques	François Legault	N/A
19 février 2020	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	Perturbations du système ferroviaire	François Legault Personnel du SQRC	N/A
20 février 2020	Conférence téléphonique des premiers ministres fédéral, provinciaux et territoriaux	Perturbations du système ferroviaire	François Legault Personnel du SQRC	N/A
26 février 2020	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	1) Préparation de la Réunion des premiers ministres 2) Symposium du Conseil de la fédération sur la santé mentale et les dépendances	François Legault Personnel du SQRC	N/A
5 mars 2020	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	COVID-19	François Legault Personnel du SQRC	N/A
13 mars 2020	Conférence téléphonique des premiers ministres fédéral, provinciaux et territoriaux	COVID-19	François Legault Personnel du SQRC	N/A

DATE	RENCONTRES	SUJETS ABORDÉS	PERSONNES PRÉSENTES	COÛTS SQRC
19 mars 2020	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	COVID-19	Gilbert Charland (secrétaire général associé aux Relations canadiennes, en remplacement du premier ministre)	N/A
19 mars 2020	Conférence téléphonique des premiers ministres fédéral, provinciaux et territoriaux	COVID-19	François Legault Personnel du SQRC	N/A
26 mars 2020	Conférence téléphonique du Conseil de la fédération	COVID-19	François Legault Personnel du SQRC	N/A
26 mars 2020	Conférence téléphonique des premiers ministres fédéral, provinciaux et territoriaux	COVID-19	François Legault Personnel du SQRC	N/A

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
AU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

20. Ventilation détaillée des dépenses du ministère, en 2019-2020, pour chaque délégation, bureau ou antenne du Québec dans les provinces canadiennes. Indiquer les délégations, bureaux ou antennes ayant fait l'objet de compressions budgétaires ou d'une fermeture.

BUREAUX DU QUÉBEC AU CANADA	2019-2020 (k\$)
Bureau du Québec à Toronto	
Rémunération	719,2
Fonctionnement	409,2
SOUS-TOTAL	1 128,4
Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques	
Rémunération	367,9
Fonctionnement	135,0
SOUS-TOTAL	502,9
Bureau du Québec à Ottawa	
Rémunération	66,4
Fonctionnement	221,6
SOUS-TOTAL	288,0
TOTAL	
Rémunération	1 153,5
Fonctionnement	765,8
GRAND TOTAL	1 919,3

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME
GROUPE D'OPPOSITION AU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

QUESTION 25 :

**COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE ADRESSÉE AU PREMIER
MINISTRE DU CANADA ET/OU AUX PREMIERS MINISTRES DES
AUTRES PROVINCES.**

**Réponse : Voir la lettre en annexe adressée au premier ministre du
Canada, M. Justin Trudeau. Les autres documents
répertoriés sont protégés en vertu de la Loi sur l'accès aux
documents des organismes publics et sur la protection des
renseignements personnels (L.R.Q., c A-2.1).**



Gouvernement du Québec
Le premier ministre

Québec, le 17 septembre 2019

Le très honorable Justin Trudeau
Chef du Parti Libéral du Canada
350 rue Albert, bureau 920
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Monsieur,

En ce début de campagne électorale, nous avons ciblé un certain nombre d'enjeux importants pour le Québec, qui demandent un engagement de votre part. Comme je le rappelais, il y a un an, lors du discours inaugural :

« Le nouveau gouvernement prône un nationalisme rassembleur dont l'objectif est d'assurer le développement économique de la nation québécoise à l'intérieur du Canada, tout en défendant avec fierté son autonomie, sa langue, ses valeurs et sa culture. »

Ce ne sera pas une surprise pour vous ni pour votre parti, puisque la Chambre des communes et le gouvernement du Canada ont reconnu que le Québec formait une nation. Le Québec a toujours défendu ses compétences et il souhaite que vous respectiez cette approche. Il désire également collaborer afin d'offrir un meilleur service à ses citoyens et de contribuer, à sa juste mesure, au développement de la fédération canadienne.

Tous les jours, nous intervenons, sur la place publique, afin de soulever une question d'intérêt ou une autre. Notons, par exemple : la Davie et la nécessité que l'allocation des contrats de construction navale se fasse équitablement au Canada; le logement social et la nécessité d'avoir une entente qui respecte la façon de faire du Québec; la compensation pour les producteurs de porcs et nos agriculteurs à la suite des ententes commerciales et des guerres de tarifs; ou encore le besoin d'assouplir les ententes qui portent sur le financement des infrastructures.

Nous continuerons de soulever ces questions importantes, mais à l'occasion des élections fédérales, le gouvernement du Québec vous demande de prendre des engagements clairs sur sept enjeux structurants pour le Québec :

1. L'IMMIGRATION

Afin de moderniser l'immigration au Québec, de mieux intégrer les nouveaux arrivants et de respecter la spécificité de la société québécoise, le gouvernement du Québec vous demande un engagement ferme :

- que le Québec décide seul du nombre de personnes immigrantes dans chaque catégorie, c'est-à-dire l'immigration économique, la réunification familiale et les personnes réfugiées;
- que le Québec puisse choisir les conditions exigées avant d'accorder la résidence permanente, entre autres l'évaluation du niveau de français et l'évaluation des connaissances des valeurs québécoises.
- que la gestion complète du programme des travailleurs étrangers temporaires lui soit confiée pour simplifier et accélérer l'arrivée de ces personnes.

2. LA LOI SUR LA LAÏCITÉ DE L'ÉTAT

La Loi sur la laïcité de l'État (Loi 21) a été adoptée par l'Assemblée nationale du Québec et fait l'objet d'un très large consensus dans la société québécoise. Le Québec a fait le choix de la laïcité dans ses institutions en modifiant la Charte québécoise des droits et libertés. Le gouvernement du Québec vous demande :

- que la Loi sur la laïcité de l'État soit respectée et de vous engager à ne participer à aucune contestation judiciaire.

3. L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE POUR LES ENTREPRISES FÉDÉRALES

L'assujettissement des entreprises fédérales à la Charte de la langue française fait l'objet de débats, depuis plusieurs années, au Québec, et revient de façon récurrente dans l'actualité linguistique. Le gouvernement du Québec vous demande :

- d'assujettir les entreprises de compétence fédérale aux droits et aux obligations prévues à la Charte de la langue française. Le gouvernement du Québec est prêt à collaborer avec vous.

4. UNE DÉCLARATION DE REVENUS UNIQUE ADMINISTRÉE PAR LE QUÉBEC

L'Assemblée nationale a pris position en faveur d'une déclaration de revenus unique afin de simplifier la vie de nos concitoyens. Le gouvernement du Québec vous demande :

- de prendre l'engagement de mettre en place une déclaration de revenus unique administrée par le Québec.

5. L'ENCADREMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL DE DÉPENSER

Le Québec a toujours cherché à conserver la pleine maîtrise de ses choix dans des domaines essentiels au maintien et au développement de sa spécificité. Dans ses champs de compétence, notre gouvernement estime être le mieux placé pour répondre aux besoins des Québécois. Le gouvernement du Québec vous demande :

- de conclure une entente intergouvernementale qui reconnaitra au Québec un droit de retrait inconditionnel avec pleine compensation financière ou une entente asymétrique pour tout programme de dépenses fédéral dans ses champs de compétence, et ce, afin qu'il puisse agir sans interférence et que le pouvoir de dépenser dont le gouvernement fédéral s'autorise soit ainsi mieux encadré et plus respectueux de l'autonomie du Québec.

6. AUGMENTATION DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE PROGRAMMES SOCIAUX

La contribution du gouvernement fédéral ne représenterait plus que 19,6 % des dépenses des provinces en santé, en 2026-2027, alors qu'à la fin des années 1970, cette part était de 25 %. Ces décisions entraîneront, pour le Québec, un manque à gagner de 13,7 G\$ sur 10 ans (de 2017-2018 à 2026-2027). Le gouvernement du Québec vous demande :

- de rehausser de façon graduelle l'enveloppe du Transfert canadien en santé pour qu'elle atteigne 25 % des dépenses en santé des provinces, à compter de 2021-2022, et le maintien de la contribution fédérale à ce niveau par la suite.

En 2018-2019, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), qui augmente de 3 % par année, s'établissait à 14,2 G\$ à l'échelle pancanadienne. Quand on tient compte de l'inflation, il s'agit d'un niveau

inférieur à ce qui existait en 1994-1995, soit avant les compressions importantes du financement fédéral au milieu des années 1990. Le gouvernement du Québec vous demande :

- de hausser l'enveloppe du TCPS au niveau de 1994-1995, en tenant compte de l'inflation. Le Québec propose que ce rattrapage graduel s'effectue d'ici 2026-2027.

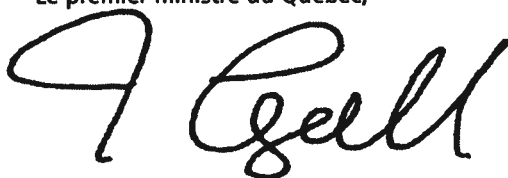
7. UNE AUTONOMIE ET DES RESPONSABILITÉS ACCRUES EN MATIÈRE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET D'ENVIRONNEMENT

Le Québec est un leader canadien en matière d'environnement et il dispose de l'expertise et des outils nécessaires pour s'adapter et lutter contre les changements climatiques, ainsi que pour protéger l'environnement. Les dédoublements et les interférences générés par la législation et les programmes fédéraux nuisent à la fois aux efforts de protection de l'environnement et au développement économique durable du Québec. Le gouvernement du Québec vous demande :

- de reconnaître que le Québec va mener seul, en vertu du régime québécois, les évaluations environnementales des projets sur son territoire, au sud de celui de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, y compris ceux de compétence fédérale;
- de reconnaître de façon permanente son marché du carbone comme seul système de prix du carbone au Québec.

Je vous prie de recevoir l'expression de mes sentiments les meilleurs et vous souhaite une bonne campagne.

Le premier ministre du Québec,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Legault', written in a cursive style.

François Legault

SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU
TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION AU
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

QUESTION 31 :

COPIE DE L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS, NOTES ET RAPPORTS, AINSI QUE LA LISTE DES RENCONTRES TENUES, COMPRENANT LES COÛTS, EN LIEN AVEC L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE D'AFFIRMATION DU QUÉBEC ET DES RELATIONS CANADIENNES. COÛTS LIÉS À LA BOÎTE DE DIALOGUE DIALOGUEQCCAN@MCE.GOUV.QC.CA. NOMBRE DE COURRIELS REÇUS DEPUIS JUIN 2017.

Réponse : Le SQRC n'a produit aucun document et n'a engendré aucune dépense en lien avec l'élaboration de la Politique d'affirmation en 2019-2020, celle-ci ayant été lancée le 1er juin 2017.

Par ailleurs, la création de l'adresse courriel dialogueqccan@mce.gouv.qc.ca n'a engendré aucun coût. Du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, aucun courriel n'a été reçu.